L'étincelle

Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire

SUEZ PSO

Lundi 14 juin 2021

Le 20 juin, exprimons notre colère
Votons pour les listes de Lutte ouvrière

En pleine campagne électorale pour les régionales, les patrons continuent à annoncer leurs plans de licenciements, pendant que, côté gouvernement, on commence à ressortir les projets d'attaque contre les retraites. Sur le plan politique les discours d'extrême droite se banalisent, repris en grande partie par tout le monde des politiciens, tablant sur les préjugés pour leurs courses aux voix.

Mais samedi dernier, des milliers de personnes ont défilé partout en France à l'appel de plusieurs collectifs et organisations politiques et syndicales pour dénoncer la montée des idées d'extrême droite. Samedi prochain, 19 juin, sera jour de manifestations pour l'interdiction des licenciements, contre les suppressions d'emplois et la réforme de l'assurance chômage.

Une crise qui s'enlise

Pour la plupart d'entre nous, les préoccupations du moment concernent davantage le chômage et la pauvreté qui s'aggravent, que les promesses électorales (jamais tenues) de tous les politiciens qui sollicitent nos suffrages. Chaque semaine, de nouveaux plans de licenciement sont annoncés, mais pendant ce temps, on apprend que les patrons du CAC 40 distribuent des milliards de dividendes à leurs actionnaires et enregistrent des profits record, tandis que les milliardaires voient leur fortune bondir. La réforme de l'assurance chômage décrétée par le gouvernement va dégrader encore la situation des plus précaires. L'ancien premier ministre, Édouard Philippe, clame à nouveau qu'il va falloir reculer de deux ans l'âge de départ à la retraite, pendant que Macron se tâte sur l'opportunité électorale de l'annoncer tout de suite.

Des idées réactionnaires pour tenter de diviser les travailleurs

Et c'est dans cette situation dramatique pour les couches populaires qu'on assiste ces derniers temps à un regain de propos réactionnaires, venant d'une extrême droite décomplexée, mais repris par une partie de la classe politique de droite comme de gauche. Jusqu'à un Fabien Roussel, candidat PCF à la présidentielle de 2022, qui propose sur le plateau de CNEWS que les demandeurs du droit d'asile déboutés qui n'acceptent pas de « rentrer chez eux » de leur plein gré, soient expulsés.

Ce n'est pas pour rien qu'on voit fleurir cette propagande nauséabonde : elle est un poison mortel pour le monde du travail, pour la jeunesse. Elle n'a pour but que de nous diviser, en désignant les travailleurs d'à côté, et non les patrons et actionnaires, comme responsables de l'accroissement du chômage. Les politiciens qui la professent veulent avant tout s'en prendre aux travailleurs, aux femmes et aux plus pauvres, plutôt qu'aux riches.

Le RN de Marine Le Pen ne rêve que de gérer les affaires de la bourgeoisie, aujourd'hui dans les régions, et demain à l'échelle nationale, et il n'a grandi que grâce aux politiques menées par la gauche et la droite au pouvoir ces dernières décennies et aux régressions sociales qu'elles ont programmées.

Face aux patrons et aux gouvernants, opposons nos luttes

Face à tout cela nous devons défendre pied à pied nos droits et nos libertés. Exiger la régularisation de tous les sans-papiers et le droit d'asile inconditionnel, une meilleure indemnisation du chômage, l'interdiction des licenciements et le partage du travail entre tous.

Il n'y aura pas de « barrage à l'extrême droite » aux prochaines élections du côté des politiciens qui lui ont ouvert la porte. La seule façon de combattre réellement ces idées, c'est de lutter avec l'ensemble du monde du travail et de la jeunesse, français ou immigrés tous unis, pour faire reculer Macron et les patrons.

Participons nombreux à la manifestation du 19 juin à Paris contre les licenciements et le chômage.

Et le 20 juin, au premier tour des élections régionales et départementales, faisons entendre notre voix, celle du monde du travail, en votant pour les seules listes de candidats qui portent nos intérêts et affirment des perspectives révolutionnaires : celles de Lutte ouvrière.

Pour nous contacter :
www.convergencesrevolutionnaires.org

Un directeur qui ne perd pas son temps

Nous avons appris par communication interne que Bertrand Camus quitte l'entreprise Suez. Cette information a été également très médiatisée, relayée par plusieurs organes de presse, nous offrant le contraste entre ce départ et les situations de départ habituelles de nos collègues, dans l'anonymat le plus total.

Une décision accompagnée d'une communication qui se veut rassurante, mais masque la situation incertaine de l'entreprise aujourd'hui, dont les réorganisations pour ceux qui doivent rester vont s'avérer éprouvantes.

Le bateau Suez est à la dérive, le capitaine est le premier à le quitter !

Always Suez : pas à n'importe quel prix

A voir le turn-over dans certains services, on se demande combien de temps va rester le prochain collègue embauché. Salaires en berne, primes qui se volatilisent, rien de très motivant. Se faire une expérience ? Nos métiers perdent de leur attrait à force de gains de productivité et d'automatisation des tâches.

Pour nous comme pour nos nouveaux collègues, il faut au minimum 300 euros d'augmentation mensuelle pour tous et améliorer les conditions de travail, au lieu de les dégrader sans cesse.

Des accords en désaccord avec nos préoccupations

A la veille de la reprise de nos activités à 100 % en présentiel, c'est la question du contenu de l'accord national sur le télétravail qui va être posée. Pendant toute la période de la pandémie, le télétravail a été encouragé. Mais maintenant, la boîte va-t-elle retomber dans ses vieilles habitudes, qui consistaient à garder tous ses salariés sous la main ?

Quand on voit le flou qui perdure autour de l'accord, on ne peut qu'être inquiets. Des postes seraient devenus inéligibles soudainement et la décision finale resterait à la discrétion du responsable. Ces décisions arbitraires ne témoignent évidemment pas des capacités d'adaptation dont ont su faire preuve les collègues pendant des mois.

A nous de décider si on veut télé-travailler ou pas !

Le 19 juin, contre les licenciements !

Après la manifestation du 23 janvier qui avait réuni plus de 2 000 personnes et une trentaine de délégations de salariés d'entreprises en proie à des plans de suppressions d'emplois, les salariés licenciés du voyagiste TUI appellent, avec d'autres, à se retrouver dans la rue le 19 juin.

Alors qu'ils empochent des profits et touchent de l'argent public, les patrons font feu de tout prétexte pour justifier les plans sociaux et autres destructions d'emplois. Quant au gouvernement, il s'en prend aux chômeurs en réduisant leurs allocations.

Contre les suppressions d'emplois et la réforme de l'assurance chômage, soyons nombreux ce samedi pour ne pas faire les frais de leur système !

Charité bien ordonnée commence par soi-même

Lors du G7 réuni le week-end dernier en Angleterre, les grandes puissances occidentales ont promis un milliard de vaccins aux pays pauvres. Cependant, il faudra attendre encore jusqu'à la fin de l'année pour les premières doses, car elles entendent d'abord vacciner leur propre population en accaparant toutes les doses jusque-là, tout en lanternant sur une éventuelle levée des brevets qui permettrait d'en produire plus.

Pour la suite, ces dons visent à éviter que le virus continue de se développer dans le reste du monde et d'y générer des variants risquant de revenir en boomerang dans les pays riches.

Que des milliers de personnes continuent de mourir entre-temps faute de vaccins, ce n'est pas leur affaire.

Les contrôles au faciès condamnés

Trois jeunes de Seine-Saint-Denis ont fait condamner l'État pour faute lourde, suite au contrôle au faciès humiliant qu'ils avaient subi quand ils étaient encore lycéens en mars 2017. Sous couvert de lutte contre le terrorisme, la police harcèle impunément les habitants des quartiers populaires et les populations issues de l'immigration.

Les jeunes ont bien raison de ne pas se laisser faire, de se mobiliser contre toute la violence et l'injustice de cette société. Cette victoire au tribunal ne changera pas la police, mais elle pourrait donner à d'autres l'envie de relever la tête.

Bien réprimer pour mieux voter

Ce samedi 12 juin, les élections législatives ont eu lieu en Algérie. Le président Tebboune s'est attaché à les préparer comme il se doit : des centaines de militants et de journalistes proches du Hirak ont été arrêtés et des manifestations interdites !

Mais le retour à la « normale » n'est pas pour demain : seuls 30 % des électeurs ont voté, donnant une petite piqûre de rappel que la population n'est pas prête à se laisser berner par ce simulacre de démocratie.

Un an et demi après le début des mobilisations, le leitmotiv reste le même : « qu'ils dégagent tous ! »